



**REMARQUES PRELIMINAIRES PAR M. JEAN BARTKOWIAK, PRESIDENT &  
CHEF DE LA DIRECTION ; SERVICES DE SANTE SCO ; ET D<sup>R</sup> ARTHUR  
SLUTSKY, VICE-PRESIDENT, RECHERCHES EN SANTE, HOPITAL SAINT  
MICHAEL  
LE 13 MAI, 2008**

Merci, madame. Je m'appelle Jean Bartkowiak et je suis président-directeur général du Service de santé SCO ici même, à Ottawa. Je suis en compagnie du Dr Arthur Slutsky, vice-président de la recherche à l'hôpital St. Michael de Toronto.

Nous représentons l'Association canadienne des institutions de santé universitaires, qui est le porte-parole national des hôpitaux d'enseignement et des régies régionales de la santé ainsi que de leurs instituts de recherche au Canada.

Vous avez reçu un exemplaire de notre déclaration écrite. Pour ce qui est de l'ACISU, nous allons parler de trois enjeux stratégiques liés au renforcement des capacités et de l'accord sur la santé de 2004: les ressources humaines en santé; les technologies de l'information et des communications; et la recherche et l'innovation dans le domaine de la santé.

Les temps d'attente représentent le baromètre qui permet aux Canadiens de mesurer l'efficacité du système de santé. Toutefois, leur existence même est étroitement liée à une gamme d'autres enjeux stratégiques. L'accord sur la santé a permis d'obtenir plusieurs réussites dans des domaines où des progrès ont été réalisés, et dans d'autres où il reste encore du travail à faire. C'est d'ailleurs ce qu'ont mis en évidence les deux rapports de l'ACISU sur les temps d'attente, intitulés *Dans l'attente de changements* et *Dans l'attente de changements II*, qui établissent plusieurs stratégies pour améliorer le cheminement des patients dans le système.

Cela dit, il y a d'autres domaines qui nécessitent des investissements nets directs. Un domaine essentiel concerne la formation, le recrutement et le maintien en poste des fournisseurs de soins de santé. La pénurie de médecins de famille, de spécialistes, de personnel infirmier et de techniciens de laboratoire influe directement sur l'accessibilité aux services de santé. De plus, les faibles revenus d'exploitation des hôpitaux d'enseignement et des régies régionales de la santé peuvent avoir des conséquences pour le nombre de salles d'opération, au même titre que les budgets d'immobilisations limités qui peuvent restreindre le nombre d'appareils thérapeutiques et diagnostiques utilisés.

Bien que le système de santé vise avant tout à assurer aux Canadiens un accès en temps opportun à des services de santé de qualité, on craint de plus en plus que le nombre actuel et futur de professionnels de la santé, qu'il s'agisse de médecins, de personnel infirmier, de pharmaciens, de physiothérapeutes, de techniciens ou autres, soit insuffisant pour répondre à la demande actuelle ou future.

Même si l'Accord sur la santé de 2004 a institué un fonds pour la réduction des temps d'attente, en réalité, l'argent a déjà été versé aux provinces et aux territoires selon un principe de transfert égal par habitant pour les activités quotidiennes de leur système de santé, en fonction de priorités provinciales particulières, et pas nécessairement dans une perspective pancanadienne. Il est grand temps de faire un investissement stratégique renouvelé dans une politique nationale commune qui aura un impact mesurable et direct sur les temps d'attente à la grandeur du pays.

Nous pouvons — et devons — faire plus pour mettre en place une solution à l'échelle pancanadienne qui créerait un plus grand nombre de professionnels de la santé au pays. À cet égard, l'ACISU appuie fermement la proposition du Groupe d'intervention action santé visant l'institution d'un fonds des ressources humaines de la santé, doté d'un milliard de dollars sur cinq ans. Le fonds permettrait essentiellement au gouvernement fédéral de collaborer avec les provinces et les territoires afin de développer la capacité nécessaire pour former la prochaine génération de professionnels de la santé. Nous avons remis un exemplaire de la proposition à la greffière.

En plus des ressources humaines, les investissements dans les technologies de l'information et des communications peuvent entraîner des répercussions plus profondes qui contribuent à transformer l'organisation globale, la structure de prestation et le rendement du système de santé. Non seulement des dossiers de santé électroniques peuvent améliorer l'efficacité de l'échange des données concernant les patients, réduire la répétition des mêmes tests diagnostiques et améliorer la sécurité des patients et les résultats au chapitre de la santé, mais ils peuvent également constituer un important catalyseur dans la façon dont les fournisseurs de soins de santé organisent leur travail et collaborent ensemble dans la prestation des soins. L'ACISU encourage tous les paliers de gouvernement à considérer l'investissement supplémentaire requis par Inforoute Santé du Canada et ses importantes retombées financières sur le système de santé et l'ensemble des Canadiens.

Je vais demander maintenant à mon collègue, le Dr Slutsky, de faire quelques dernières observations sur l'innovation dans le domaine de la santé.

Merci. Je suis vice-président de la recherche à l'Hôpital St. Michael, à Toronto, qui abrite le nouveau Li Ka Shing Knowledge Institute.

L'Accord sur la santé de 2004 a reconnu la valeur de la recherche et de l'innovation dans le domaine de la santé, notamment pour trois raisons: premièrement, elles contribuent à améliorer le bilan de santé des Canadiens; deuxièmement, elles influent sur la façon dont nous parvenons à fournir des soins de santé de manière rentable; et troisièmement, elles permettent de faire des découvertes d'envergure internationale qui permettent de tirer des avantages, tant sur le plan économique que sur celui de la santé. Ces thèmes sont également reconnus dans la stratégie fédérale en matière de S et T.

Bien que d'importants investissements dans la recherche en santé aient été consentis par le gouvernement fédéral — par exemple, les IRSC, le Programme des chaires de recherche du Canada et la FCI —, nous devons poursuivre sur notre lancée afin de continuer à participer aux prochaines découvertes d'envergure internationale. Puisque nous voici au seuil d'une révolution biotechnologique, l'ACISU craint que toute réduction du financement ait de graves conséquences pour notre capacité d'attirer et de retenir des chercheurs de calibre mondial, sans parler de notre capacité de faire avancer la découverte et l'innovation.

Ne retournons pas en arrière. Nous ne voulons pas que le Canada accuse un retard...

Merci beaucoup